



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












**Fourniture ou location de 14 véhicules neufs sans assurance  
et sans chauffeur pour le CHU Dijon Bourgogne**

---

**Groupement Hospitalier de Territoire Côte-d'Or Haute-Marne**  
5 Boulevard Mal de Lattre de Tassigny  
21000 DIJON



## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture ou location de 14 véhicules neufs sans assurance et sans chauffeur pour le CHU Dijon Bourgogne
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	8
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## Sommaire

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 – Préambule .....	4
1.2 - Objet du contrat.....	4
1.3 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	7
5.3 - Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision .....	7
6 – Garantie des véhicules .....	7
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Changement de domiciliation bancaire.....	10
9.4 – Règlement .....	10
9.5 - Délai global de paiement .....	10
9.6 - Paiement des cotraitants .....	11
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
11 - Obligations particulières du titulaire .....	12
11.1 - Obligation de transmission des documents .....	12
11.2 - Respect des principes de laïcité et neutralité.....	12
11.3 - Respect du règlement général de protection des données personnelles.....	13
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
13 - Changements affectant le titulaire .....	14
14 - Pénalités.....	14
15 - Assurances .....	15
16 – Clauses de réexamen .....	15
16.1 – Dispositions générales : .....	15
16.2 – Cas de réexamen : .....	15
17 - Résiliation du contrat.....	16
17.1 - Conditions de résiliation .....	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
18 - Règlement des litiges et langues .....	16
19 - Dérogations.....	17

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 – Préambule

En application :

- de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,

Le CHU Dijon Bourgogne, établissement support du GHT 21-52, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties au GHT suivants :

- Centre Hospitalier « La Chartreuse » de Dijon : 1 Boulevard Chanoine Kir - 21000 Dijon
- Centre Hospitalier d'Auxonne : 5 Rue du Château, 21130 Auxonne
- Centre Hospitalier d'Is-sur-Tille : 21 Rue Victor Hugo - 21120 Is-sur-Tille
- Centre Hospitalier « Robert Morlevat » de Semur-en-Auxois : 3 avenue Pasteur – 21140 Semur-en-Auxois
- Centre Hospitalier de la Haute Côte-d'Or (CH-HCO) :
  - ✓ Site d'Alise-Sainte-Reine : Chemin des Bains – 21150 Alise-Sainte-Reine
  - ✓ Site de Châtillon-sur-Seine : Rue du Baron Claude Petiet – 21400 Châtillon-sur-Seine
  - ✓ Site de Montbard : Rue Auguste Carré – 21500 Montbard
  - ✓ Site de Saulieu : 2 rue Courtépée – 21210 Saulieu
  - ✓ Site de Vitteaux : 7 rue Guéniot – 21350 Vitteaux
- Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains : Rue Terrail Lemoine – 52400 Bourbonne-les-Bains
- Centre Hospitalier de Chaumont : 2 rue Jeanne d'Arc – 52000 Chaumont
- Centre Hospitalier de Langres : 10 rue de la Charité – 52200 Langres

Le CHU Dijon Bourgogne assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux ou régionaux. L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT 21-52.

## 1.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture ou la location de quatorze (14) véhicules neufs sans assurance et sans chauffeur pour le CHU Dijon Bourgogne.

Le présent marché concerne le CHU Dijon Bourgogne.

### 1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en huit (8) lots :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture d'un véhicule neuf utilitaire 2 places frigorifique froid négatif
02	Location d'un véhicule neuf utilitaire 2 places frigorifique froid négatif
03	Fourniture de 7 véhicules neufs citadines 5 places
04	Location de 7 véhicules neufs citadines 5 places
05	Fourniture de 5 véhicules neufs type monospace ou SUV ou break 5 places
06	Location de 5 véhicules neufs type monospace ou SUV ou break 5 places
07	Fourniture d'un véhicule neuf berline 5 places
08	Location d'un véhicule neuf berline 5 places

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

La signature par l'opérateur économique de l'acte d'engagement le lie à l'ensemble des documents contractuels constituant le marché.

Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que la liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales de vente imprimés au verso des pièces contractuelles susvisées.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat propre à chaque lot.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. La notification est la date de réception de l'acte d'engagement par le titulaire sur le profil acheteur.

### ✓ Lots n° 1-3-5-7 :

Les marchés prennent effet à compter de la date de notification et s'achèveront à l'issue de la période de garantie des véhicules. La notification ne vaut pas bons de commande. Ces bons de commandes seront émis par le CHU Dijon Bourgogne pendant la période d'exécution des marchés.

### ✓ Lots n° 2-4-6-8 :

Les marchés sont conclus après notification au titulaire et s'achèveront à l'issue de la période de location des véhicules.

La durée de location des véhicules sera conforme à la durée proposée par le candidat dans son offre. Cette durée ne pourra pas dépasser 36 mois pour le lot n° 2 et 48 mois pour les lots 4, 6 et 8.

La location prend effet à compter de la date de signature par le CHU Dijon Bourgogne et le titulaire du procès-verbal de réception des véhicules et s'achèvera à la fin des marchés selon les conditions précisées ci-dessus.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont forfaitaires.

Les prix incluent tous les coûts administratifs (frais de livraison, carte grise, plaques minéralogiques, vignettes éventuelles, malus écologique). Ils incluent également le plein de carburant à la livraison, tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement des véhicules (à l'exception du carburant et de ses additifs éventuels) ainsi que les frais de reprise des véhicules à la fin du marché.

Les prix sont établis en euros, hors taxes et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des véhicules.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **5.3 - Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision**

Le droit du titulaire à indemnité peut être reconnu lorsque, même après application des clauses contractuelles, l'économie du contrat est bouleversée.

Dans l'hypothèse où l'augmentation du prix entraîne un bouleversement temporaire de l'économie du contrat, le titulaire du marché concerné peut solliciter une indemnité sur le fondement de la théorie de l'imprévision, à condition de démontrer que cette augmentation était imprévisible, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. L'évènement doit être extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (article L.6 du Code de la Commande Publique).

Dans le cas d'une demande d'indemnisation, il appartient au titulaire :

- D'apporter tous les justificatifs comptables nécessaires,
- De justifier le prix de revient et la marge bénéficiaire au moment où le titulaire a remis son offre, et ses débours au cours de l'exécution du marché.

L'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi. Le titulaire doit prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat.

La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision ne peut être que temporaire.

# **6 – Garantie des véhicules**

Il sera fait application du CCAG-FCS et des conditions fixées dans l'offre du titulaire (annexe n° 5).

# **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture d'un véhicule neuf utilitaire 2 places frigorifique froid négatif
02	Location d'un véhicule neuf utilitaire 2 places frigorifique froid négatif
03	Fourniture de 7 véhicules neufs citadines 5 places
04	Location de 7 véhicules neufs citadines 5 places
05	Fourniture de 5 véhicules neufs type monospace ou SUV ou break 5 places
06	Location de 5 véhicules neufs type monospace ou SUV ou break 5 places
07	Fourniture d'un véhicule neuf berline 5 places
08	Location d'un véhicule neuf berline 5 places

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.



## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Pour les lots 1-3-5-7, le paiement s'effectuera à terme échu. Pour les lots 2-4-6-8, le paiement mensuel s'effectuera à terme échu.

En application de l'article 4-I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### Dépôt de facture électronique :

La facture électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/ccp/utilisateur?execution=e1s1>).

Tutoriel en ligne : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-facture-chorus-pro/>

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublée de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégralité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser « Chorus ».

Le non-respect de cette disposition entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

Pour éviter toute difficulté ultérieure, il est demandé aux fournisseurs et à leur service comptable d'être particulièrement vigilants sur ce point particulier.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le nom et l'adresse de l'établissement hospitalier ;

- Le nom, le numéro SIRET et l'adresse du créancier ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro de lot, le cas échéant.
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation et la référence de la fourniture livrée ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et autres droits et taxes ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées.

Lors du dépôt de la facture sur le portail « Chorus Pro », un code service pourra éventuellement être exigé par l'Établissement.

- Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service ;
- Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **9.3 - Changement de domiciliation bancaire**

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande de la part du titulaire par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**CHU DIJON BOURGOGNE**  
**Direction des Affaires économique et Logistiques**  
**5 boulevard Jeanne d'Arc**  
**BP 77908**  
**21079 DIJON CEDEX**

Un formulaire à compléter sera transmis au titulaire. Ce formulaire sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société et devra être accompagné du nouveau RIB.

La responsabilité des établissements du GHT 21-52 ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

### **9.4 – Règlement**

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-FCS.  
 Le mode de règlement est le virement administratif.

### **9.5 - Délai global de paiement**

Pour les établissements hospitaliers, les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Pour les EHPAD, le délai global de paiement est de 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.6 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Conditions de livraison des véhicules :

Les conditions de livraison des véhicules devront au préalable avoir été convenues avec la personne suivante :

- M. Sylvain BASSARD (tél. 03.80.29.52.51 ou 06.80.91.70.23 / E-mail : [sylvain.bassard@chu-dijon.fr](mailto:sylvain.bassard@chu-dijon.fr))

ou

- M. Guillaume MASSON (tél. 03.80.29.32.08 ou 06.11.37.24.16 / E-mail : [guillaume.masson@chu-dijon.fr](mailto:guillaume.masson@chu-dijon.fr))

Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire.

### Réception des véhicules :

La livraison des véhicules sur le site du CHU Dijon Bourgogne devra être effectuée impérativement au plus tard aux dates suivantes :

- Le 27 février 2026 pour les lots n° 1 ou 2 ;
- Le 28 novembre 2025 pour les lots 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

Lors de la livraison des véhicules, un procès-verbal de réception des véhicules sera établi et signé conjointement par les deux parties.

A la livraison des véhicules, tous les documents techniques et d'utilisation, rédigés en langue française, seront obligatoirement remis aux personnes précitées.

## **11 - Obligations particulières du titulaire**

### **11.1 - Obligation de transmission des documents**

Pour les attestations arrivant à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire devra fournir de nouveaux documents en cours de validité :

- Attestation d'assurance : périodicité d'un an ;
- Attestation URSSAF : périodicité de six mois.

Ces documents seront à adresser par mail à l'adresse suivante : [cellule.marches@chu-dijon.fr](mailto:cellule.marches@chu-dijon.fr)

### **11.2 - Respect des principes de laïcité et neutralité**

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au pouvoir adjudicateur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire. Le titulaire informe les usagers du service public des dispositifs leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur. Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

### **11.3 - Respect du règlement général de protection des données personnelles**

Pour l'exécution du marché, le titulaire, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ainsi, le titulaire garantit mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection de données à caractère personnel auxquelles il aura accès ou qui lui seront communiquées notamment leur sécurité et leur confidentialité.

Le titulaire s'engage à l'issue des prestations à procéder à la suppression des données qui lui ont été communiquées à la seule fin de la réalisation de celles-ci ou à les restituer au maître d'ouvrage selon ses indications.

## 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 13 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu au cours de l'accord-cadre affectant :

- la personne ayant qualité pour le présenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité.

Le titulaire doit faire parvenir le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB actualisé. Si la domiciliation bancaire change, la procédure prévue à l'article 8.3 (article sur changement RIB) du présent document.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par courriel à l'adresse suivante : [cellule.marches@chu-dijon.fr](mailto:cellule.marches@chu-dijon.fr)

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'une éventuelle modification de marché (avenant) ou certificat administratif.

## 14 - Pénalités

Le titulaire devra assurer impérativement la livraison des véhicules au plus tard aux dates suivantes :

- le 27 février 2026 pour les lots n° 1 ou 2
- le 28 novembre 2025 pour les lots 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les dates de livraison des véhicules sont dépassées par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250 € par jour de retard aux dates mentionnées ci-dessus.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 15 - Assurances

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de la réalisation de leur mission.

Ce contrat doit être en vigueur à la date du début d'exécution du marché et couvrir l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

## 16 – Clauses de réexamen

### 16.1 – Dispositions générales :

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, la modification du marché ne peut intervenir que dans un nombre d'hypothèses limitativement énumérées qui sont les suivantes :

- Les modifications sont prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant ;

Toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

### 16.2 – Cas de réexamen :

#### ❖ Kilométrage des véhicules :

Si la distance parcourue est supérieure ou inférieure au kilométrage des véhicules indiqué à l'article 3 du CCTP, une révision du kilométrage pourra être faite. Aucune modification de marché ne sera nécessaire.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

Il est précisé que seul le droit français est applicable.

Avant de se diriger vers la voie contentieuse, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics prévu par l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique ou au Médiateur des entreprises prévu par l'article R. 2197-23 du Code précité.



Ces deux instances peuvent être saisies de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. La première recherche les éléments de fait et de droit afin de proposer une solution amiable et équitable alors que la seconde agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il est précisé qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal administratif de DIJON.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

Les dispositions du CCAG (arrêté du 30 mars 2021) sont applicables au présent marché dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP et pour toutes les clauses non précisées dans le présent document :

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

25/07/2025	MH. CHEVALIER Juriste Cellule marchés	B. ROLLIN Responsable Cellule marchés	K. BOUYAHIAOUI Directeur DAEL
------------	--	---	----------------------------------